

Sous-stratégie Sur le Partage de Connaissances et d'Expériences

Par [Alfonsina Peñaloza](#)

OBJECTIF

Dans le cadre de la présente sous-stratégie, nous accompagnerons des initiatives de production d'information et de connaissances que des agents de plaidoyer, des praticiens et des décideurs peuvent utiliser pour renforcer la transparence, la participation et la redevabilité entre les gouvernements et les citoyens, en vue d'améliorer la provision de services sociaux publics tels que l'eau, la santé et l'éducation. Nous sommes particulièrement intéressés par l'idée d'en apprendre davantage sur les expériences des acteurs dont on entend le moins parler: les organismes de recherche basés dans les pays du Sud, les femmes et les minorités, ainsi que les chercheurs de pays non anglophones. Nous souhaitons soutenir des initiatives de production de connaissances qui tiennent compte du contexte notamment historique, des pouvoirs en place ainsi que des dynamiques politiques¹ en cours. De même, nous souhaitons privilégier le développement de connaissances à partir de données recueillies sur le terrain, en particulier dans les pays du Sud. Nous appuierons les organisations intervenant dans les domaines de la recherche et du partage de connaissances et d'expériences dans un ou plusieurs des domaines suivants:

- Production et validation de connaissances pratiques sur des questions pertinentes relatives à la transparence, à la participation citoyenne et à la redevabilité ;
- Diffusion, délibération, débat et réflexion concernant les données émergentes ; et
- Mise en œuvre, itération et expérimentation continue menant à la production de plus de connaissances.

Nous sommes tout particulièrement intéressés par l'idée de soutenir des initiatives de production de connaissances qui visent à répondre aux questions suivantes:

- Comment les politiques et interventions relatives à la transparence, à la participation citoyenne et à la redevabilité affectent-elles différemment les hommes et les femmes (par exemple, les lois sur l'accès à l'information, les processus participatifs d'élaboration de budgets, etc.) ?
- Comment les données sont-elles créées, recueillies et mises à la disposition du public à travers des initiatives de transparence (par exemple, les données générées par les citoyens) et comment sont-elles utilisées pour améliorer la provision de services sociaux publics?
- Quels sont les facteurs permettant aux citoyens et aux organisations de la société civile de collaborer avec les autorités gouvernementales afin d'améliorer la provision de services sociaux publics?

Les subventions de cette sous-stratégie seront fondées sur les valeurs et priorités suivantes :

- Promouvoir la production de connaissances et de partage d'expériences provenant des pays du Sud et faire entendre la voix des groupes historiquement marginalisés, en particulier les femmes.

¹ Voir WDR, p. 7

- Réduire l'écart entre les universitaires et les praticiens, en tenant compte notamment de l'importance de l'expérience et de l'expertise des communautés des pays du Sud.
- Inclure des exemples et des enseignements tirés d'expériences des pays d'Afrique francophone et du Mexique.
- Appuyer des évaluations rigoureuses du point de vue méthodologique, axées sur la demande ou conçues pour produire des résultats concrets et pertinents pour les praticiens.

RAPPORT AVEC LA STRATEGIE SUR LA « TRANSPARENCE, PARTICIPATION CITOYENNE ET REDEVABILITÉ » ET LES AUTRES SOUS-STRATEGIES.

Comme nous l'avons écrit en décembre 2015² lorsque nous avons publié notre stratégie mise à jour sur la « Transparence, Participation Citoyenne et Redevabilité » :

Par rapport à la situation qui prévalait il y a une dizaine d'années, il existe une plus grande quantité d'informations relatives aux sources de revenus du gouvernement, aux budgets et dépenses publics qui sont maintenant régulièrement disponibles. Mais en dépit de tous les progrès réalisés, nous devons nous rendre à l'évidence : une plus grande transparence dans la plupart des pays n'a pas poussé un grand nombre de citoyens à *utiliser* les nouvelles informations disponibles. Si les citoyens n'exploitent pas ces informations pour demander des comptes à leurs dirigeants, les problèmes liés à la mauvaise qualité des services publics persisteront.

Tout au long de notre processus d'octroi de subventions, l'un de nos principaux objectifs est de contribuer à renforcer le développement, le partage de connaissances et d'expériences pouvant bénéficier à un domaine dynamique de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité. Une partie considérable de cet apprentissage sera entreprise par les bénéficiaires et nous espérons vivement nouer des relations solides avec des organisations ayant démontré leur engagement à apprendre, à s'adapter et à partager ce qu'elles ont appris avec les autres. Nous réaliserons également des investissements spécifiques dans la recherche, l'évaluation et les réseaux de partage de connaissances et d'expériences, en mettant l'accent sur la création ou l'optimisation de liens solides entre les universitaires et les communautés.

Les sous-stratégies relatives à la transparence fiscale, aux canaux de gouvernance et au suivi des services sociaux publics ont soulevé des questions d'apprentissage prioritaires auxquelles nous espérons apporter des réponses à travers des subventions octroyées dans le cadre de ces portefeuilles. La sous-stratégie sur le partage de connaissances et d'expériences vise à renforcer les capacités des organismes de recherche et à mobiliser les liens existant entre les chercheurs, les praticiens, les donateurs et les décideurs.

LES VALEURS QUI SOUS-TENDENT NOTRE POLITIQUE D'OCTROI DE SUBVENTIONS

Nous appuierons les efforts portant sur les dynamiques de pouvoir, sur les inégalités et disparités dans la production et le partage de connaissances. Avec les modestes ressources à notre disposition, nous espérons augmenter la contribution de chercheurs et d'opinions

² <https://www.hewlett.org/making-transparency-matter-an-updated-strategy-to-engage-citizens-in-delivering-better-public-services/>

sous-représentées dans les discussions et l'utilisation de données probantes qui contribuent à renforcer la transparence, la participation et la redevabilité entre gouvernements et citoyens, en vue d'améliorer la provision de services sociaux publics :

- **Qui produit le contenu associé au partage des connaissances sur le renforcement de la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité?**
Nous voulons promouvoir la production de contenu associé au partage de connaissances dans les pays du Sud et donner la parole à des groupes historiquement en marge du processus, en particulier les femmes.
- **Qui utilise ce contenu ?** Plusieurs organisations des pays du Sud et groupes citoyens sont simplement considérés comme étant des pourvoyeurs d'informations plutôt que des participants à un processus continu et réactif. Notre objectif est d'appuyer les efforts se concentrant sur l'utilisation et le partage accru d'informations dans des formats et langues accessibles aux groupes sous-représentés³.
- **Comment ce contenu est-il utilisé ?** L'apprentissage sous-entend le fait d'être à la fois exposé à de nouvelles informations et d'agir sur la base de celles-ci, en employant les ressources nécessaires et en prenant le temps de réfléchir aux résultats engendrés (ce qui renvoie à la production de contenu axé sur le partage de connaissances). Nous appuierons les opportunités d'apprentissage qui établissent un lien entre l'expérience des praticiens des pays du Sud et les réalités du terrain. Par exemple, les soutiens fournis viseront à renforcer les initiatives de partage de connaissances reliant l'expérience des praticiens sénégalais à celle des praticiens mexicains. Les recherches relatives aux sujets à l'étude, le renforcement des capacités des chercheurs et des instituts de recherche des pays du Sud seront inclus dans cet effort.

Actuellement, notre portefeuille de bénéficiaires comprend un ensemble de recherches qualitatives qui vérifie les hypothèses sur l'efficacité d'approches portant sur la transparence, la participation et la redevabilité visant à améliorer la provision de services sociaux publics, ainsi que sur l'efficacité d'initiatives d'appui à la recherche expérimentale sur la gouvernance et les institutions. Plusieurs bénéficiaires de nos subventions cherchent à réduire le fossé entre universitaires et praticiens, tout en rehaussant l'importance des connaissances et des expériences communautaires provenant des pays du Sud.

Nous accompagnerons et financerons des travaux de recherche sur des questions transversales pertinentes pour toutes les sous-stratégies, dont les hypothèses souvent ancrées mais non vérifiées, comme celles selon lesquelles les citoyens (a) ont accès à l'information, (b) connaissent leurs droits, (c) disposent d'un espace civique pour s'organiser et (d) ont le même niveau d'accès aux mécanismes de participation. En réalité, nous nous rendons compte que les citoyens rencontrent des obstacles à tous les niveaux énumérés ci-

³ La Fondation Hewlett cherche à élargir autant que possible son champ d'intervention. Nous encourageons les bénéficiaires de financements du projet à protéger les produits non-logiciels pouvant être protégés par le droit d'auteur, créés avec les fonds de la subvention, sous la licence *Creative Commons Attribution (CC BY)* afin de mettre ces produits à la disposition du public dans un format facilement accessible.

dessus qui dépendent souvent de variables telles que la catégorie sociale, le niveau d'étude, la race, le sexe, l'ethnie et la situation géographique.

Nous souhaitons permettre à ceux qui sont traditionnellement exclus du domaine de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité, de partager leur connaissances et expériences et d'en apprendre davantage sur la question. Souvent, les recherches sont effectuées dans les pays du Sud et leurs contenus sont rarement considérés comme une source de connaissances. Les barrières linguistiques et le sous-investissement dans la traduction menacent également la contribution et l'application irrégulières des connaissances acquises. Cette situation non seulement empêche de nombreux acteurs de ces régions d'acquérir de nouvelles connaissances, mais empêche également la mise à contribution de leur expérience à l'échelle mondiale⁴.

En tant que donateurs, nous cherchons à en apprendre davantage. A travers les subventions, la collaboration et nos pratiques internes, nous cherchons à soutenir différentes manières de partager et de promouvoir l'application de résultats de recherches et d'autres produits axés sur les connaissances, en collaborant avec les acteurs intervenant sur le terrain, y compris les bailleurs de fond.

DOMAINES CIBLÉS PAR LES SUBVENTIONS

La sous-stratégie sur le partage de connaissances et d'expériences privilégie les trois domaines de recherche décrits ci-dessous, de manière plus détaillée :

- Nous comptons soutenir des initiatives visant à développer des évidences empiriques démontrant si et comment les politiques de transparence, de participation et de redevabilité ainsi que les interventions visant à améliorer la provision de services sociaux publics affectent différemment les femmes et les hommes.
- Nous voulons en savoir davantage sur la manière dont les données sont générées, mises à la disposition du public, à travers des initiatives de transparence et sont utilisées en vue d'améliorer la provision de services sociaux publics.
- Nous voulons soutenir des initiatives de production de preuves empiriques qui identifieraient les facteurs créant un environnement propice à l'action collective des citoyens et/ou des organisations de la société civile dans le but d'améliorer la provision de services sociaux publics.

La sous-stratégie sur le partage de connaissances en matière de transparence, de participation et de redevabilité soutiendra des initiatives de recherche qui nous aideront à avoir une meilleure compréhension de l'expérience des femmes quant aux mécanismes de transparence, de participation et de redevabilité, de leur degré d'inclusion/exclusion (dans quelle mesure peuvent-elles exprimer leurs opinions et se sentent écoutées, sont-elles pleinement impliquées dans le processus de prise de décision)⁵.

⁴ Pour de plus amples informations, veuillez consulter [cette](#) publication de Rachel Strohm sur les centres de recherche africains

⁵ Cette sous-stratégie comprend des moyens efficaces d'encourager la participation des femmes, une question mise en exergue dans le [programme d'apprentissage](#) Démocratie, Droits de l'homme et Gouvernance de l'USAID.

La sous-stratégie sur le partage de connaissances encouragera la collecte d'informations au niveau de toutes les autres sous-stratégies sur la façon dont les données sont utilisées⁶. Au cours des dix dernières années, nous avons accordé la priorité à la divulgation d'informations en présumant qu'une transparence accrue inciterait les gouvernements à être plus réactifs, et les citoyens à exiger une plus grande redevabilité de la part de leurs dirigeants. Jusque-ci, les données probantes recueillies sur le sujet sont mitigées et dépendent souvent de facteurs contextuels. Nous souhaitons en savoir davantage sur les différentes voies et moyens qui permettent d'établir une connexion entre la transparence et la redevabilité. Les citoyens répondent-ils davantage à certains types d'information (par exemple, préfèrent-ils savoir si un dispensaire dispose du stock de médicaments qu'il est censé avoir ou préfèrent-ils avoir des informations sur le budget alloué pour l'approvisionnement en médicaments) ? Quel est le rôle des infomédiaires ? Les acteurs comme les journalistes d'investigation, les militants, les analystes de données, etc. peuvent-ils transformer des informations complexes en données pertinentes pour les citoyens ? Quelle est la source que les citoyens considèrent comme étant la plus fiable ? Est-il plus probable que les citoyens exigeront des comptes sur la base d'informations divulguées par leur propre gouvernement ou par eux-mêmes ?

Ceci nous mène au troisième domaine transversal de recherche qui porte sur l'action collective et l'économie politique. L'approche globale de notre programme, nous éloigne par moments des pratiques de transparence et de redevabilité qui impactent la vie quotidienne du citoyen.

Cependant, nous aimerons en apprendre davantage sur le pourquoi et le comment des trois questions prioritaires suivantes :

- Quels mécanismes permettent aux citoyens, en particulier ceux qui sont traditionnellement exclus, de s'impliquer davantage dans les décisions affectant leur vie ;
- La participation des citoyens entraîne-elle des changements/améliorations dans la prestation des services ; et
- Qu'est-ce qui rend ces initiatives plus ou moins fructueuses dans différents contextes politiques et économiques⁷.

Apprentissage par les pairs

La connaissance peut être axée sur la demande, être pratique et inclusive sans pour autant mener à l'apprentissage. L'apprentissage est un processus qui consiste à être exposé de manière continue à des connaissances et d'avoir l'espace ainsi que les ressources pour mener des réflexions pertinentes sur ces connaissances. Nous voulons promouvoir un apprentissage pratique, basé sur l'expérience et pertinent selon les contextes.

⁶ Contrairement à une perspective sexospécifique de la stratégie Transparence, Participation et Redevabilité, l'utilisation des données est une question qui a été largement abordée par les chercheurs dans le domaine de la transparence, de la participation et de la redevabilité. Il existe de nombreux exemples de bénéficiaires dans la recherche, comme Open Knowledge Foundation, mySociety, GovLab et autres.

⁷ Pour en savoir davantage sur la question de la validité externe, voir l'initiative Metaketa d'EGAP : <http://egap.org/metaketa>

Au Mexique nous appuyons un projet-pilote d'apprentissage par les pairs. Dans le cadre de la sous-stratégie partage de connaissances et d'expériences, nous encouragerons davantage les opportunités d'apprentissage horizontales autour de nos portefeuilles et des zones géographiques où nous intervenons, notamment avec des événements d'apprentissage Sud-Sud reliant notre travail au Mexique, en Afrique de l'Est et de l'Ouest avec le reste du monde. Nous voulons encourager les bénéficiaires, surtout les praticiens des pays du Sud, à partager leurs expériences, les leçons qu'ils ont apprises et les difficultés qu'ils ont rencontrées. Les opportunités d'apprentissage par les pairs comprendront des ateliers, des conférences, des webinaires, des plates-formes, de la traduction (journalistes, activistes, mouvements sociaux) et des réseaux d'apprentissage pour les praticiens.

DOMAINES EXCLUS DE NOTRE APPUI

- La recherche académique qui exclut les praticiens ou qui ne repose pas sur un plan bien défini facilitant son utilisation sur le terrain.
- Les organisations et institutions qui ne favorisent pas la co-création et la co-propriété de connaissances avec des experts et des praticiens dans les pays du Sud⁸.
- Les travaux de recherche individuels qui n'entrent pas dans le cadre d'un programme de recherche cohérent.
- Les parrainages de voyages individuels pour des conférences, ateliers ou autres rendez-vous.
- Des bourses d'études pour chercheurs individuels.

QUELS SERONT LES RÉSULTATS DE CETTE STRATÉGIE DANS CINQ ANS ?

Dans cinq ans, nous espérons voir de nouvelles recherches et données probantes relatives aux questions ci-dessous :

- Comment les mécanismes de transparence, de participation et de redevabilité affectent différemment les femmes et les hommes ;
- Comment les mécanismes de transparence, de participation et de redevabilité favorisent l'existence de services sociaux publics adaptés au genre en tenant compte des différents préjugés et contraintes auxquels les femmes sont confrontées en matière d'accès aux services⁹ ;
- Par quels moyens améliorer les retours d'informations ou réciprocité entre les universitaires et les praticiens; et
- Par quels mécanismes la transparence et la redevabilité peuvent améliorer la provision de services sociaux publics.

⁸ Par inclusivité, nous entendons un large ensemble de normes qui pourraient comprendre : la collecte de données (ventilées par sexe, race, ethnie, religion) ; des processus clairs pour créer et posséder conjointement la production de savoir avec les pays du Sud ; la traduction des travaux produits, etc.

⁹ Pour des exemples de services publics adaptés au genre peuvent visiter le site :

<http://www.unwomen.org/en/news/stories/2011/6/promoting-women-s-access-to-public-services-2011-gender-responsive-public-service-awards>

Nous espérons également voir :

- Une augmentation du nombre d'organismes de recherche dans les pays du Sud ;
- Une collaboration, un réseautage et un partenariat accrus et améliorés entre les bénéficiaires de notre appui ;
- Des bénéficiaires apprenant, documentant et partageant leurs expériences avec d'autres sur le terrain ;
- Des bénéficiaires faisant part de leur apprentissage dans leurs rapports (changements dans les projets, théories du changement, activités, etc.) ; et
- Notre personnel de programme tirant des enseignements de l'expérience des bénéficiaires de nos subventions, réagissant à leurs commentaires, et adaptant notre stratégie.

Références

Brock, Karen and Shutt, Cathy et. al. 2016. "Learning for change in accountable governance programming." Making All Voices Count. Institute of Development Studies.
https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12196/LearningForChange_FINAL.pdf

"Peer to Peer: At the Heart of Influencing More Effective Philanthropy: A Field Scan of How Foundations Access and Use Knowledge" February, 2017. Harder+Company Community Research, EDGE Research. <http://www.hewlett.org/wp-content/uploads/2017/03/Hewlett-Field-Scan-Report-2017-CCBYNC.pdf>

Polk, Sam and Knox, Aprille. 2015. "A New Look at Practitioner Learning in International Development." Results for Development Institute.
http://www.resultsfordevelopment.org/sites/resultsfordevelopment.org/files/New-Look-at-Practitioner-Learning_0.pdf

Strohm, Rachel. "Let's build African research centers in Africa" June, 2017. Blog
<https://rachelstrohm.com/2017/06/02/lets-build-african-research-centers-in-africa/>

USAID Center of Excellence on Democracy, Human Rights, and Governance Learning Agenda 2016.
https://usaideallearninglab.org/sites/default/files/resource/files/drg_learning_agenda_brochure_press_ready_final.pdf

World Bank. 2017. "World Development Report 2017: Governance and the Law: Washington, D.C.: World Bank. doi: 10.1596/978-1-4648-0950-7. License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO